

100 000 \$ par ministre

 ici.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2009/12/10/004-plq-financement-ministre.shtml

Christian Latreille s'entretient avec Vincent Marissal sur les objectifs de financement à atteindre pour les ministres.

Chaque ministre du gouvernement Charest doit bel et bien amasser 100 000 \$ par année pour le Parti libéral du Québec (PLQ).

Le Parti libéral a confirmé jeudi ce qu'avait appris à Radio-Canada le ministre délégué aux Transports, Norman MacMillan, mercredi.

« Depuis que je suis ministre, c'est 100 000 \$ par année [que je dois amasser]. C'est moi qui s'occupe de ça. C'est moi qui fais les appels. C'est mon bureau qui s'occupe de ça. J'ai toujours fait ça de même », avait révélé M. MacMillan.

À la permanence du PLQ, les responsables confirment que chaque ministre, incluant le premier ministre, doit amasser une telle somme.

« Chaque parti a ses propres objectifs qui lui sont personnels. On ne rend pas publics ces chiffres-là. M. MacMillan a précisé que, lui, effectivement, c'est 100 000 \$. C'est le cas de tous les ministres et c'est bien », dit Michel Rochette, directeur des communications du PLQ.

Le Conseil des ministres du gouvernement Charest compte 26 ministres, cela fait donc un objectif de 2,6 millions de dollars par année.

Depuis Moscou, en [Russie, où il est en visite officielle](#), le premier ministre Charest a voulu relativiser ces nouvelles informations, disant que tous les partis font sensiblement la même chose.

« Il y a des objectifs de fixer, mais ce sont des objectifs généraux qui sont fixés et qui sont tout à fait en ligne avec ce que tous les partis politiques font depuis très longtemps », a-t-il déclaré.

De son côté, le Parti québécois dit que les objectifs ont toujours été établis par circonscription. « Moi, je n'ai pas vu de quota attribué à des ministres, j'ai vu plutôt des objectifs fixés par circonscription électorale », dit Guy Chevrette, qui a déjà été le ministre responsable du financement du parti.

Selon Michel Nadeau, directeur général de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques, il faut s'assurer que ce processus de financement politique ne contrevienne pas à l'intérêt public.

« Il ne faut pas que dans la poursuite de cet objectif-là, vous sentiez des pressions, que vous allez être obligés de promettre des choses, de vous engager auprès de certaines personnes [...] que, là, votre jugement soit altéré, que vous n'avez pas l'indépendance d'esprit », plaide-t-il.

D'après un reportage de Pierre Duchesne